

Esprit de

N°02
Avril - Juin 2021

 **Udaf**
Oise
UNIS POUR LES FAMILLES

FAMILLE

La lettre d'informations de l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Oise



DOSSIER

La crise sanitaire grippe le budget des ménages



Pages 2-3

FOCUS ASSOCIATION

L'AFIB multiplie les aides aux familles



Page 4

HOMMAGE

Olivier Dassault, une grande perte pour l'Oise



Page 4



Double peine pour les plus fragiles

La crise de la Covid 19 est, pour l'humanité toute entière, une épreuve sans précédent en termes de santé publique et d'équilibres économiques. Mais pour les plus vulnérables, partout dans le monde, elle rend encore plus dramatiques des situations sociales déjà chancelantes.

Selon le baromètre Ipsos-Secours Populaire Français publié en septembre dernier, un tiers de nos concitoyens ont des difficultés à boucler leur budget, 18 % sont systématiquement à découvert. Dans son rapport sur la pauvreté 2020, le Secours Catholique estime quant à lui que la France a franchi la barre des dix millions de pauvres.

Malgré les mesures de soutien de l'Etat et des collectivités, cette urgence sociale est malheureusement confirmée par l'ensemble des structures agissant sur le champ de la solidarité et de l'aide aux plus démunis. L'UDAF 60 n'échappe pas à ce constat, et met tout en œuvre pour intensifier encore son appui aux familles en détresse. Celles-ci peuvent compter sur la compétence et l'engagement total de nos services pour les aider à traverser cette période critique, aujourd'hui et à l'avenir.

Ensemble, nous y parviendrons.

Daniel Hiberty
Président UDAF 60

La crise sanitaire grippe le budget des ménages

La pandémie de Covid 19 a significativement aggravé la situation économique des familles déjà fragiles, accompagnées par les acteurs de la solidarité en général et l'UDAF 60 en particulier. Tous sont mobilisés pour faire face.



Dès la fin du premier confinement, en mai 2020, l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) a analysé ses effets sur le budget des familles. S'appuyant sur les constatations du terrain, cette étude* a mis en évidence une nette « augmentation des fragilités financières d'une partie des ménages ayant déjà un budget sur le fil. » Un tiers des familles accompagnées avaient subi une baisse de leurs ressources, la moitié pour les actifs en emploi, souvent des emplois précaires à faible nombre d'heures. Dans le même temps, plus de la moitié d'entre elles ont subi une hausse de leurs dépenses : des dépenses alimentaires liées à la fermeture des cantines et des épiceries solidaires, des dépenses d'équipements notamment numériques pour la scolarité à distance, ou encore des transferts monétaires intrafamiliaux de parents ou grands-parents aidant leurs enfants. Estimée en moyenne à 200 euros par mois, cette augmentation des dépenses entraîne des privations, des factures et loyers impayés, l'accumulation de frais d'incidents bancaires : une spirale délétère pouvant faire basculer de nouvelles familles dans la pauvreté et le surendettement.

Personne n'est à l'abri

« Le phénomène a été accru par la fermeture de nombreux services pendant le premier confinement » note Nicole Allegret, cheffe du service Enfance Logement Insertion de l'UDAF 60 qui assure

l'accompagnement des familles, notamment dans le cadre du Point Conseil Budget. L'UDAF 60 a été l'une des premières structures à appliquer ce dispositif gouvernemental à titre expérimental dès 2016, la labellisation de l'Etat n'étant intervenue qu'en octobre 2019 pour les deux territoires de Beauvais et Clermont, un an plus tard pour celui de Compiègne-Noyon. Il s'adresse à toute personne rencontrant des difficultés financières, quels que soient sa situation professionnelle et son niveau de ressources. Assuré par deux conseillères en économie sociale et familiale de l'UDAF 60, Pauline Corda et Amandine Pinguet, l'accompagnement est entièrement gratuit et confidentiel. « L'objectif est d'aider la famille à faire face ponctuellement à une situation financière difficile, et de lui donner des clés pour mieux gérer son budget, quitte à l'orienter si besoin vers des structures plus adaptées à la problématique » détaille Nicole Allegret. Car le Point Conseil Budget n'a pas vocation à accompagner les personnes sur le long terme, « il doit être considéré comme un tremplin pour mieux rebondir. » Les conseillères vérifient que la famille a bien accès à tous les droits auxquels elle est éligible, prime d'activité, aide au logement ou allocation en lien avec un handicap par exemple. « Aujourd'hui n'importe qui d'entre nous peut se

retrouver dans une situation difficile, à n'importe quel âge, personne n'est à l'abri » poursuit Nicole Allegret : « des jeunes éloignés de leur famille, des couples surendettés après un licenciement, des personnes confrontées à un arrêt maladie, une séparation, un divorce, des personnes nouvellement retraitées dont le revenu a fortement diminué, des foyers monoparentaux... » En 2018 et en 2019, une trentaine de familles par an ont été suivies par le Point Conseil Budget de l'UDAF 60. Vingt-cinq familles en ont bénéficié pendant les six mois de 2020 au cours desquels les services ont pu fonctionner. Et sur les trois premiers mois de 2021, vingt demandes ont déjà été enregistrées, dont cinq dossiers de surendettement.

De nouveaux publics

L'étude de l'UNAF de mai 2020 le pointait déjà, et cela est malheureusement confirmé par les professionnels de terrain : les familles en difficulté attendent trop longtemps avant d'appeler à l'aide, ce qui, naturellement, aggrave leur situation. « On constate un non-recours aux droits soit par scrupule, soit par méconnaissance » constate Magali Dache, directrice-adjointe au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Creil. Entre 2019 et

2020, le nombre d'aides alimentaires attribuées par le CCAS est resté stable à 733, tandis que les aides financières sont passées de 184 en 2019 à 238 en 2020, avec de plus en plus de personnes isolées avec ou sans enfants (69 % en 2020 contre 61,5 % en 2019). « Nous avons aussi voulu nous mobiliser pour des publics qui ne sont pas notre cible habituelle, notamment les étudiants » explique la responsable : une campagne d'affichage et sur les réseaux sociaux a été lancée mi-mars, à destination d'une part des étudiants scolarisés à Creil et y résidant en dehors du foyer familial, d'autre part des familles creilloises comptant un enfant étudiant quel que soit son lieu d'études. « Aux premiers, nous ouvrons une ligne de crédit à l'épicerie sociale le CESAM ; aux seconds, selon leur lieu de scolarisation et d'habitation, nous attribuons soit un montant forfaitaire supplémentaire de 50 € dans le cadre de l'aide alimentaire, soit une aide financière pour payer des factures liées à l'entretien du logement (eau, gaz, électricité), à l'achat de biens de première nécessité ou de matériel nécessaire aux études » indique Magali Dache, qui a dénombré une dizaine de demandes en trois semaines. Mais c'est aussi l'accroissement de la fragilité psychologique qui inquiète les acteurs de terrain. Le président de l'Association Familiale Intercommunale de Beauvais (AFIB) Michel Leroy le confirme : « d'après notre conseillère en éco-



nomie sociale et familiale Mégane Dubois et sa remplaçante pendant son congé de maternité Marla Almeida, les cinquante personnes suivies par notre service ont été bloquées dans leurs démarches soit par la fermeture des services, soit par la difficulté à faire garder leurs enfants, soit par des obstacles à la mobilité ; elles ont du mal à faire avancer leur situation et souffrent d'une perte de lien social. Cela atteint leur moral, et aussi leur état de santé. Nous savons qu'en septembre, nous allons connaître un

afflux de personnes tombées dans la pauvreté. » Plus que jamais, tous les acteurs sont pleinement engagés à leurs côtés. « Il faut que ces personnes viennent nous voir le plus tôt possible, il faut qu'elles sachent qu'elles ne sont pas toutes seules et que, ensemble, on trouvera des solutions » exhorte Nicole Allegret. ■

POINT CONSEIL BUDGET DE L'UDAF 60
pcb@udaf60.fr



Pour son directeur général Pol-Henri Minvielle, CCMO est un acteur local engagé, et c'est là toute sa force.

complète les garanties de tous ses adhérents pour couvrir le remboursement, en 2021, de quatre séances de psychologue après avis médical. Parmi ses quelque 2 000 entreprises adhérentes, la mutuelle a consenti un rééchelonnement de cotisations à celles ayant subi une baisse significative ou un arrêt d'activité. « Pendant les périodes de confinement, nous ne suspendons pas les prestations aux entreprises n'ayant pas réglé leur cotisation, ni à leurs salariés » ajoute Pol-Henri Minvielle. Qui s'attend à un afflux de défaillances d'entreprises à la fin de l'année. « Nous ferons jouer à fond la solidarité » rassure-t-il. ■

ZOOM SUR...

Les valeurs mutualistes de la CCMO

Sens du service, solidarité et proximité : les valeurs portées par CCMO Mutuelle s'expriment pleinement lors de cette crise sanitaire sans précédent. Sous l'impulsion de son directeur général Pol-Henri Minvielle, également administrateur de l'UDAF 60, la mutuelle a démontré toute sa réactivité aux côtés de ses adhérents, particuliers et entreprises. Outre la garantie d'un remboursement rapide des soins, ses adhérents particuliers ont bénéficié du service de téléconsultation Medaviz auprès de généralistes et de spécialistes. Des webconférences ont été gratuitement proposées à tous sur des sujets comme le sommeil, bien respirer avec un masque ou prochainement le mal de dos : ces thèmes sont également abordés lors de journées de rencontres dans les agences de Compiègne, Creil, Amiens et Beauvais, et bientôt à bord d'un bus itinérant sur le département. Depuis début mai, sensible aux enjeux de santé mentale, CCMO Mutuelle

HOMMAGE

Une grande perte pour l'Oise

Le député Olivier Dassault nous a quittés le dimanche 7 mars dernier. Au-delà de la stupeur que cette disparition a suscitée dans le département, l'UDAF 60 perd un partenaire toujours présent à ses côtés dans sa mission au service des plus fragiles. Son humanité, son écoute et sa générosité n'étaient jamais mises en défaut dès lors qu'il s'agissait de contribuer au mieux-être des habitants du département, et notamment des moins favorisés.

Très récemment, Olivier Dassault avait accepté de participer financièrement à la pérennisation d'une plateforme téléphonique mise en place par l'UDAF 60 lors du premier confinement, permettant aux familles en difficulté de joindre des médiatrices familiales et des conseillères conjugales et familiales. L'UDAF 60 gardera une profonde reconnaissance envers cet homme d'exception et transmet à ses proches ses plus sincères condoléances. ■



Peu avant son décès, Olivier Dassault acceptait de contribuer au projet de plateforme téléphonique présenté par la cheffe du service Espace Famille Parentalité de l'UDAF 60 Béatrice Kuhlmann.



Entourant le président Michel Leroy, les bénévoles du vestiaire VET'AFIB en font une vraie malle aux trésors !

L'AFIB multiplie les aides aux familles

Depuis le vestiaire jusqu'au soutien scolaire en passant par la défense du consommateur ou l'alphabétisation, l'Association Familiale Intercommunale de Beauvais est un partenaire de confiance au service des familles. Rencontre avec son dynamique président Michel Leroy.

Esprit de Famille : Vous présidez l'AFIB depuis 2017. Quel est son objectif ?

Michel Leroy : L'AFIB est une association familiale régie par le Code de l'action sociale et des familles. Son objectif est double : il s'agit de représenter les intérêts des familles auprès des pouvoirs publics, et de leur proposer des services répondant à leurs besoins pour les conduire vers le plus d'autonomie possible. L'AFIB appartient au réseau Familles de France, membre de l'UNAF... et est donc à ce titre partenaire de l'UDAF 60.

EdF : Concrètement, en quoi consistent vos actions ?

ML : Nos champs d'intervention sont multiples. Pour l'accompagnement des personnes, nous assurons trois missions : un service d'écrivain public rédige tous types de courriers et aide aux démarches administratives ; le point d'accès au droit informe et conseille en matière de logement, budget et surendettement ; et un service de défense des consommateurs les soutient en cas de litige. Nous avons également une action forte en formation : en français langue étrangère pour les nouveaux arrivants et en alphabétisation pour nos concitoyens.

Savez-vous qu'en Picardie, une personne sur huit souffre d'illettrisme ?! Nous assurons des séances de conversation en anglais et d'initiation au numérique, ainsi que du soutien scolaire du primaire à la terminale.

EdF : Et il y a surtout le maintien du lien social...

ML : La convivialité et la chaleur humaine sont au cœur de notre action. Que ce soit pour les 5-12 ans dans le cadre de l'atelier d'initiation au développement durable « Mercredi Récré » ou pour les seniors avec les rencontres autour d'activités manuelles du Club de l'Amitié, l'important, c'est le partage ! De même dans notre vestiaire VET'AFIB, où les familles peuvent trouver des vêtements pour tous à tout petit prix, les habitués viennent non seulement s'habiller mais aussi trouver plaisir et sympathie auprès de nos formidables bénévoles.

EdF : Des bénévoles sans qui l'association n'existerait pas ?

ML : Assurément ! Nous avons la chance de rassembler environ 80 bénévoles qui ne comptent ni leur temps ni leur énergie pour faire vivre l'association

au service des familles bénéficiaires, environ 450 sur l'ensemble des activités. Nous nous appuyons aussi sur l'implication de nos six salariés, deux fois plus qu'à mon arrivée en 2017, dont deux apprentis en alternance. D'autres recrutements sont prévus pour assurer de nouvelles actions. Nous venons notamment de passer une convention avec l'association d'insertion par l'économie Sime-Faire, qui récupère les vêtements donnés, trop abîmés pour être vendus par VET'AFIB, les modifie et les adapte à un nouvel usage, en particulier pour les personnes en situation de handicap. Et dans le cadre d'un appel à projet de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale, nous allons mettre en place dès septembre un camion qui sillonnera les territoires ruraux des alentours pour y apporter nos services et ceux d'autres associations, contre les violences faites aux femmes par exemple. Pour que plus personne ne soit oublié au bord de la route... ■

**ASSOCIATION FAMILIALE
INTERCOMMUNALE DE BEAUVAIS**

4 rue Saint-Quentin 60000 Beauvais
03 44 45 28 13 – afib.beauvais@orange.fr